

PAFAR : vers une nouvelle génération agricole

Une première mission sous forme d'ateliers participatifs a été menée fin mai 2024 en Angola par trois expertes de l'enseignement agricole français, dans le cadre du PAFAR – Projet d'appui à la formation agricole et rurale.

Suite à la visite du Président de la République d'Angola en France en 2018, des accords de coopération intergouvernementaux ont été signés dans le domaine de l'agriculture.

La déclaration conjointe des ministres angolais et français de l'agriculture du 02 avril 2019 indique qu'un des objectifs est de « développer la coopération en matière de formation professionnelle agricole, notamment au niveau secondaire, pour



- | | | | |
|--|-----------------------|--|-------------|
| | Capital da província. | | Rede Norte |
| | Gestor da rede ITA | | Rede Centro |
| | Piloto da ITA | | Rede do Sul |

renforcer la capacité des cadres et promouvoir l'employabilité des jeunes dans les activités agricoles ». Cette coopération se concentrera sur les 12 écoles secondaires agricoles angolaises, appelés Instituts techniques agraires (ITA).

Qu'est-ce que le PAFAR ?

Dans ce contexte, l'Agence française de développement (AFD) a commandé en 2019 une étude de faisabilité pour un projet de redynamisation de la formation technique dans le secteur agricole (l'étude de pré-faisabilité coordonnée par la DGER ayant été menée par l'Institut Agro, le réseau FAR et

l'ENSFEA). L'étude de faisabilité a permis de formuler le projet d'appui à la formation agricole et rurale (PAFAR), et l'AFD a accordé à l'État angolais un financement de 35 millions d'euros pour le mettre en œuvre, auxquels s'ajoutent 5 millions d'euros de l'Union européenne. La convention de financement de ce projet a été signée par l'AFD et le gouvernement angolais le 12 mai 2022.

Le PAFAR vise à revitaliser le système de formation agricole au niveau de l'enseignement secondaire. Pour ce faire, le projet décline 3 sous-objectifs : assurer une meilleure adéquation entre les programmes de formation technique et professionnelle et les compétences requises par le secteur agricole, en tenant compte des besoins spécifiques de formation et d'orientation des femmes et des hommes ; renforcer l'intégration des ITA sur leur territoire et améliorer la gouvernance du système de formation agricole et rurale, dans une perspective de genre ; doter les ITA d'infrastructures, adaptées aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, leur permettant d'enseigner dans de bonnes conditions, et assurer la pérennité du patrimoine des ITA.

Dans ce contexte, le Ministère de l'éducation de la République d'Angola a lancé le 03 janvier 2023 un appel d'offres international pour sélectionner un bureau d'études en vue de la fourniture d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage du PAFAR.

Une réponse française a été proposée par le bureau d'études SFERE, en consortium avec l'Institut Agro, IRAM, Egis-Forhom, et la participation de la DGER. Cette offre, retenue par la partie angolaise, permet en particulier d'assurer la coordination entre les différentes parties prenantes concernées et de sécuriser la dimension institutionnelle de ce projet qui se situe au sein d'une coopération d'enjeu politique entre les gouvernements français et angolais. Il s'agit également de mobiliser de façon cohérente et concertée, via le réseau CEFAGRI, l'expertise de l'enseignement agricole

émanant des établissements sous tutelle du MASAF/DGER et clairement attendue dans ce projet.

Premières phases opérationnelles

Après l'arrivée en Angola au sein de l'équipe PAFAR d'une assistante technique résidente en novembre 2023 et une mission du BRECI en janvier 2024, les premières missions d'expertise court-terme ont pu être programmées.

Ainsi, la première a été menée durant la seconde quinzaine de mai 2024 par 3 expertes : Marie-Catherine Arbellot-de-Vacqueur, cheffe du SRFD de Bourgogne-Franche Comté, Sandrine Belvèze, en charge de la politique régionale de l'apprentissage à la DRAAF d'Occitanie, et Fanny Payet, directrice du CFA-CFPPA Forma'terra à La Réunion.

L'ensemble de cette mission a été suivi par Thibaut Nancy, agent de la DGER mis à disposition auprès du ministère de l'enseignement supérieur d'Angola : qu'il soit ici chaleureusement remercié pour la qualité de son accompagnement.





Marie-Catherine Arbellot-de-Vacqueur, quels étaient les objectifs de cette mission d'expertise ? Comment s'est-elle déroulée ?

Les objectifs de cette mission d'expertise visaient à présenter les spécificités de l'enseignement agricole technique en France, avec quelques focales particulières à la demande des partenaires angolais : le fonctionnement des Établissements de l'enseignement technique agricole, le rôle des exploitations agricoles dans la formation des apprenants, la question des compétences professionnelles dans la

construction des référentiels de formation et de la formation des enseignants. Ils ont été les fils conducteurs d'une mission de terrain qui s'est déroulée sur une quinzaine de jours au cours de laquelle une présentation de l'enseignement agricole français a été proposée à Luanda à un public d'institutionnels engagés dans le PAFAR.



S'en sont suivis trois ateliers de terrain à Malanje, Tchivinguiro et Lubango qui ont permis d'une part de partager ces mêmes informations auprès de chefs d'établissement, de formateurs et de partenaires institutionnels et professionnels des ITA, mais aussi et surtout de mettre les équipes en réflexion sur des évolutions possibles de l'organisation de l'enseignement agricole technique en Angola pour répondre aux enjeux du pays, à commencer par celui de la sécurité alimentaire, le rôle de l'agriculture dans le développement économique local, sans oublier l'adaptation au changement climatique ou encore la réflexion sur l'attractivité des métiers agricoles.

Ces déplacements de terrain ont également permis de mieux cerner les réalités locales, les attentes des partenaires, et d'adapter la contribution de l'enseignement agricole français aux travaux en cours dans le cadre du PAFAR. Je retiens entre autre le sujet des exploitations agricoles des ITA, mais aussi d'autres thématiques telles que la formation des enseignants, la création de ressources pédagogiques de qualité et contextualisées.

Sandrine Belvèze, comment avez-vous préparé cette mission ? Quels en sont les résultats ?



Comme pour toute mission à l'international il convient de se préparer en amont tant au niveau de la connaissance des attendus des commanditaires, des besoins des parties prenantes que du recueil de toutes informations pouvant faciliter la compréhension de la mission.

S'appuyer sur les compétences au sein du BRECI, du réseau CEFAGRI ainsi que sur des personnes ayant déjà réalisé des missions en Angola a permis au groupe d'expertise de valoriser des données existantes et de mieux comprendre les enjeux du pays, de l'agriculture et de la formation agricole.

Cette mission a été riche en rencontres, en constats, dont le premier est la volonté de la chaîne décisionnaire d'organiser un modèle de formation agricole en lien avec les territoires angolais, leurs diversités, les potentiels de développement face à une agriculture dont les enjeux sont très importants.

Ils sont en certains points communs aux nôtres (renouvellement générationnel, souveraineté alimentaire, adaptation aux changements climatiques...) mais s'inscrivent dans une histoire tragique où de nombreux leviers doivent être activés pour reconstruire le système de formation.

Cette mission a été porteuse d'espoirs face à des acteurs du PAFAR et des enseignants motivés et prêts à s'approprier et déployer un nouveau modèle en s'inspirant de celui déployé en France, et ce au bénéfice de la jeunesse angolaise.

C'est en cela que le résultat de cette première mission me semble positif et augure une poursuite favorable aux relations entre les acteurs de l'enseignement agricole de nos deux pays.

Fanny Payet, que retenez-vous de cette mission

d'expertise ?



C'est un projet très enthousiasmant où la motivation et l'implication des collègues angolais est à la hauteur des enjeux auxquels le pays doit faire face. Je retiens la qualité des échanges avec les différents acteurs rencontrés et la confiance qu'ils nous ont accordée, l'intérêt manifesté pour l'enseignement agricole français ainsi que pour les transpositions et adaptations locales qui pourront en être faites. J'ai découvert un pays singulier, très attachant, marqué par des années de guerre et qui se relève malgré tout.

Prochaines étapes

Une deuxième mission d'expertise en Angola auprès de l'équipe du PAFAR est prévue pour novembre 2024. Il s'agira de poursuivre le travail sur un curriculum de technicien agricole polyvalent. Ensuite, une délégation angolaise composée de membres de l'équipe du PAFAR et de directeurs d'ITA sera accueillie en France pour une visite d'étude. Accompagnée par le BRECI, cette délégation se rendra en Bourgogne-Franche Comté où elle pourra apprêhender *in situ* le fonctionnement des établissements agricoles, en particulier de leurs exploitations, leur ancrage territorial, leur système de gouvernance... comme autant de sources d'inspiration pour une adaptation au contexte angolais.

Contact :

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER,

rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr, Vanessa Forsans,
animatrice du réseau CEFAGRI, vanessa.forsans@educagri.fr